

## Deux textes sur travail et salariat (1995 & 1998)

Michel Husson, mai 2016

*Ce document rassemble deux textes anciens mais qui peuvent peut-être contribuer à éclairer les débats actuels.*

### 1. Fin du travail ou abolition du salariat ?

*Critique communiste n°144, hiver 1995-1996*

### 2. Communisme et temps libre

*Critique communiste n°152, Été 1998*

## 1. Fin du travail ou abolition du salariat ?

La crise du travail ébranle toutes les certitudes et conduit à une remise en cause fondamentale des références datant de l'« Age d'or » du capitalisme, et associées notamment à l'Etat-providence et au plein emploi. Du point de vue des néolibéraux, les choses sont parfaitement claires : le plein emploi est dorénavant hors d'atteinte, et l'Etat-providence trop coûteux. La concurrence mondialisée exige de renoncer à ces vieilles lunes. Malgré les efforts pour présenter ces recettes comme ouvrant la voie à une nouvelle modernité, il est de plus en plus clair qu'il s'agit en réalité d'un impressionnant retour en arrière.

Parallèlement, on voit aussi se développer des analyses extrêmement diversifiées sur « la fin du travail », et les conclusions qu'il faut en tirer quant à l'organisation sociale. Il y a là un débat très riche, touffu, et il faut évidemment se garder des raccourcis, encore plus des amalgames. Mais il faut aussi s'y retrouver, et nous voudrions ici proposer quelques points de repère.

### L'hymne aux mutations

Dans le concert idéologique qui accompagne la crise, le thème des mutations technologiques occupe une place de premier plan. Il est interprété avec un brio particulier par Jacques Robin<sup>1</sup> qui nous annonce l'existence d'une « *mutation technologique informationnelle méconnue* ». Le ton solennel propre aux grands initiés est souvent adopté par ces textes qui fonctionnent sur le mode de la révélation : quelque chose de fondamental est en train de se passer et nous ne nous en rendons pas compte. Mais on retombe souvent sur les clichés à la mode dont le grand postulat de base s'exprime par exemple ainsi : « *la mutation informationnelle va poursuivre sa progression en empruntant des chemins encore inédits. Mais on peut prévoir à coup sûr qu'inlassablement elle produira toujours plus d'objets, de biens et de services avec de moins en moins de travail humain* »<sup>2</sup>. Ce postulat s'accompagne d'un corollaire établissant que, compte tenu de la profondeur des transformations à l'oeuvre, il serait absurde de compter sur la croissance pour relancer l'emploi. La seule issue passe alors par « *un nouveau projet de civilisation* » reposant sur deux piliers, une réduction générale de la durée du travail, et un enrichissement du temps libéré.

Reprenons ces différentes étapes du raisonnement. Le point de départ est une conception technologiste du mouvement économique, où la raréfaction de l'emploi, et

---

<sup>1</sup> Jacques Robin, Quand le travail quitte la société postindustrielle, GRIT, septembre 1995.

<sup>2</sup> idem.

donc la montée du chômage, seraient le produit direct des transformations des méthodes de production. Or, cette thèse est fautive, et il est relativement aisé de le montrer. Il suffit de considérer le tableau 1 ci-contre qui dresse un bilan du contenu en emploi de la croissance. On y distingue deux sous-périodes : l' « Age d'or » des années d'expansion (1960-1973) et la phase néolibérale (1982-1994). On vérifie facilement qu'elles s'opposent du point de vue de la croissance : elle est de 5,4 % par an « avant » la crise, et de 1,9 % par an « après ».

On vérifie en passant que la montée du chômage ne saurait être imputée à la progression de la population active, puisque celle-ci est plus forte « avant ». Mais le résultat le plus frappant est que la productivité connaît un ralentissement parallèle à celui de la croissance du PIB, puisque son rythme de progression tombe de 5,3 % « avant » à 2,1 % « après ». Si la montée du chômage était le produit direct de mutations technologiques et de changements radicaux dans l'organisation du travail, on aurait dû au contraire observer une accélération de la productivité du travail dans les années récentes.

Tableau 1. De la production à l'emploi

		« AVANT » 1960-1973	« APRES » 1982-1994
(1)	PIB	5,4	1,9
(2)	Productivité du travail	5,3	2,1
(3)=(1)-(2)	Volume de travail	0,1	- 0,2
(4)	Durée du travail	- 0,5	- 0,3
(5)=(3)-(4)	Emploi	0,6	0,1
(6)	Population active	0,8	0,5

Taux de croissance annuels moyens en % - Source : INSEE

Il existe sans doute des problèmes de mesure, mais la différence est tellement nette qu'elle ne peut s'y réduire. Fondamentalement, la baisse du rythme de créations d'emploi doit être imputé à deux inflexions : d'une part, un recul du volume de travail qui résulte lui-même d'un ralentissement de la croissance un peu plus marqué que celui de la productivité et, d'autre part, une moindre réduction de la durée du travail. On peut vérifier que de faibles différences en pourcentage, cumulées sur plusieurs années, suffisent à engendrer des performances très divergentes en matière de chômage. En raisonnant de manière comptable pour fixer les ordres de grandeur, on peut ainsi montrer que si le processus de réduction de la durée du travail avait continué à un rythme équivalent à celui de la période 1960-1980, le taux de chômage aurait pu être stabilisé à son niveau de 1982. Certes l'année 1982 a enregistré une réduction sensible de la durée du travail (de l'ordre de 5 %) avec le passage à une durée légale de 39 heures et à la cinquième semaine de congés payés. Mais ce mouvement était déjà lui-même un rattrapage nécessaire destiné à absorber rétroactivement les effets d'un très net recul du volume de travail qui était passé en quelques années (de 1975 à 1980) de 37 à 34 milliards d'heures.

La proposition selon laquelle on ne peut compter sur la seule croissance pour créer des emplois en nombre suffisant doit être examinée à la lumière de ce constat. Elle renvoie principalement à l'existence d'un « stock » de chômeurs accumulé depuis quinze ans : pour résorber cette masse considérable de sous-emploi, il faudrait des taux de croissance qui sont hors d'atteinte ou impliqueraient une croissance pour la croissance absurde. Les ordres de grandeur sont relativement simples à établir : il faudrait « dégager aux environs de 300 000 à 350 000 emplois supplémentaires par an pendant vingt ans pour

*espérer éradiquer le chômage, ou pendant dix ans, quand même, si l'on considère qu'un taux normal, incompressible, serait de l'ordre de 6 % »<sup>3</sup>. Dire que la réduction de la durée du travail est l'axe principal de la lutte contre le chômage, ce n'est pas donc pas se satisfaire des faibles taux de croissance actuels, qui pourraient effectivement être plus élevés, mais c'est prendre la mesure des difficultés accumulées, et comprendre la nécessité de mesures qui n'étaient pas inconsidérément la résorption du chômage dans le temps.*

Mais cela n'implique pas non plus que l'évolution de l'emploi soit absolument déconnectée de la croissance. Cette thèse est symétriquement fautive, et est sur le fond réactionnaire. Elle est utilisée, par exemple dans les analyses du patronat de la métallurgie, pour affirmer qu'une réduction de la durée du travail ne serait pas susceptible de créer des emplois, en raison des réserves de productivité disponibles. Là encore, il est facile de montrer que les faits ont battu en brèche cette approche. En effet, s'il existait de telles réserves de productivité, il n'y aurait pas de créations d'emploi lors des reprises : il suffirait de faire travailler plus la main-d'oeuvre et de résorber de manière indolore ces « sureffectifs ». Or, que ce soit entre 1988 et 1990, ou sur l'année 1994, la reprise s'accompagne de créations d'emplois. Que celles-ci ne soient pas suffisantes pour faire reculer significativement le chômage (à cause d'un sous-emploi qui se révèle à cette occasion), que les emplois créés soient en majorité précaires, tout cela ne change rien au fait qu'il existe un lien relativement étroit entre emploi et croissance.

La réduction du temps de travail : une règle de trois simpliste ?

Surgit alors une nouvelle objection qui consiste à récuser cette arithmétique de la réduction de la durée du travail, jugée décidément trop simpliste. Ce point de vue est par exemple développé par Alain Supiot : « *cette approche prend le travail comme une donnée simple et quantifiable dont le partage pourrait contribuer à résoudre le chômage, alors qu'il semblerait plus judicieux de commencer par s'interroger sur la signification et les transformations du travail dans notre société* »<sup>4</sup>. Une telle critique n'est en réalité pas recevable. Non pas qu'il soit inutile de s'interroger sur les transformations du travail, mais parce qu'une telle méthode revient au bout du compte à introduire par la bande une notion d' « inemployabilité » et à dédouaner les entreprises à l'égard de l'objectif de plein emploi.

Qu'est-ce qui empêche en effet de dire que 10 % de réduction du temps de travail, c'est 10 % d'emplois en plus et 10 points de chômage en moins ? Si on laisse de côté la compensation salariale, les objections portent sur la productivité induite et sur la malléabilité du facteur travail. Le premier argument, que l'on a déjà rencontré, consiste à dire que la baisse du temps de travail est récupérée sous forme d'intensification : ainsi le passage aux 39 heures de 1982 n'aurait pratiquement pas créé d'emplois. Ce point fait encore l'objet de débat et les estimations les plus récentes montrent que l'effet n'a pas été aussi négligeable qu'on veut le dire. Mais il reste vrai qu'une réduction du temps de travail est porteuse de gains de productivité potentiels, et c'est d'ailleurs un argument supplémentaire pour une réduction massive, qui permette de neutraliser en partie cette possibilité. Mais la réponse de fond est qu'il s'agit d'un enjeu essentiel, d'une lutte absolument centrale entre capital et travail dont l'issue est ouverte, et que cette modalité est sans doute au moins aussi importante que la compensation salariale quant au contenu en emplois d'une mesure de réduction du temps de travail et quant à sa capacité de mobilisation.

---

<sup>3</sup> Alain Lebaube, *Social par ici la sortie*, Le Monde-Éditions 1993.

<sup>4</sup> Alain Supiot, « Le travail, liberté partagée », *Droit social* n°9/10, sept.-oct. 1993.

Il existe un autre argument, du second ordre, qui renvoie au fait que la création de 100 emplois ne fait pas baisser de 100 le nombre de chômeurs. Cette création incite à se porter sur le marché du travail des personnes qui s'en étaient retirées. La population active va augmenter par exemple de 300, et le chômage ne baissera que de 700. Cet « effet de flexion », connu depuis longtemps des économètres, est un révélateur du sous-emploi souterrain qui s'ajoute au chômage officiellement recensé. Il module la relation entre emploi et chômage, mais ces deux grandeurs ne sont pas pour autant découplées.

Reste le principal argument avancé par Supiot et par beaucoup d'autres, qui est d'une nature différente : si la règle de trois ne peut pas fonctionner, c'est que le travail n'est pas homogène. Autrement dit, ceux qui demandent un emploi ne posséderaient pas les mêmes caractéristiques que ceux qui en occupent un. La porte est alors ouverte à la thématique de l'« inemployabilité » selon laquelle il existe une hétérogénéité fondamentale et irréductible à l'intérieur de la population active. En cas de réduction de la durée du travail, on s'apercevrait que les embauches compensatoires seraient tout simplement impossibles en raison de l'insuffisante qualification des chômeurs, et on postule implicitement que ce désajustement (*mismatch*) ne saurait pas non plus être résorbé par une politique de formation. Dans ce cas, effectivement, la réduction du temps de travail n'est pas une réponse au chômage, et constitue en plus une mesure dangereuse puisqu'elle ne pourrait se résoudre qu'en une intensification du travail.

Heureusement, cette présentation ne correspond pas à la réalité. De nombreux arguments permettent de le montrer. L'une des caractéristiques du chômage contemporain est précisément qu'il frappe des travailleurs disposant d'une bonne qualification, que ce soit parmi les jeunes mais aussi chez les plus de cinquante ans. Les femmes à qui on impose le temps partiel ne sont pas compétentes la moitié du temps, et l'autre pas. Même chose pour les intérimaires, les contrats à durée déterminée, etc. Si cette thèse était vraie, on ne comprendrait pas comment le plein emploi a jamais été possible, à une époque où le niveau moyen de formation était moins élevé. Et surtout, il est impossible de considérer la situation comme figée, comme si aucune politique de formation n'était susceptible de réduire les éventuels manques de qualification.

Admettons même qu'il reste un noyau dur de réelle inemployabilité, qui est d'ailleurs en grande partie le résultat d'une longue période de chômage de masse qui produit des trajectoires de marginalisation, et débouche sur des situations difficilement réversibles. Le bilan du RMI montre ainsi que la démarche d'insertion se heurte, non seulement au durcissement du marché du travail, mais aussi à des états d'authentique exclusion. Il y a donc là un chantier ouvert à l'innovation sociale pour retrouver des moyens de réinsertion, mais l'expérience montre qu'il ne s'agit pas d'une tâche impossible, à condition de créer des statuts stabilisés, au lieu d'utiliser l'argument d'inemployabilité comme un levier visant en fait à déstabiliser l'ensemble du salariat. Car il s'agit d'un phénomène réel mais qui ne concerne qu'une fraction du sous-emploi. La majorité des travailleurs privés d'emploi sont parfaitement employables, moyennant un effort transitoire de formation et de mise à niveau.

Finalement, la conception purement quantitative du travail qui caractériserait l'approche macro-économique n'est pas aussi fruste et abstraite qu'elle en a l'air. Elle n'implique pas obligatoirement que toutes les heures de travail sont parfaitement interchangeables ; au contraire, elle tient pour acquis la plasticité à moyen terme de la force de travail qui permet de soutenir que le chômage n'est pas lié à une absence d'ajustement de l'offre à la demande. Car c'est bien à cela que revient toute cette

construction : la cause ultime du chômage serait une qualification de la main-d'oeuvre inadaptée aux besoins des entreprises. Une telle interprétation n'est tout simplement plus soutenable aujourd'hui, après une génération de chômage de masse. Et, paradoxalement, c'est dans cette critique « sociologique » d'une approche trop « économiste » du travail que l'on trouve la conception la plus rigide, qui consiste à prendre l'exact contre-pied d'une hypothèse de parfaite plasticité, et à postuler une séparation absolument rigide entre ceux qui ont un emploi et les autres. Le quantitativisme de la macro-économie n'est qu'apparemment « dépassé », au profit d'un individualisme méthodologique impressionniste et de surcroît profondément réactionnaire.

Il est parfaitement légitime de raisonner sur le « partage du travail » si l'on examine conjointement les modalités pratiques de sa mise en oeuvre, notamment sous l'angle de la formation. Et nous soutenons avec fermeté l'idée que cela a un sens de construire un indicateur tel que la « durée uniforme de travail assurant le plein emploi », qui s'obtient en divisant le volume de travail par la population active<sup>5</sup>. En 1990, une répartition strictement égalitaire du volume de travail entre l'ensemble de la population active (impliquant donc la suppression du chômage et du temps partiel) conduirait à une durée du travail équivalant à 34 heures hebdomadaires au lieu des 39 heures actuelles. Si l'on prolonge ce calcul à l'horizon 2000, en supposant par exemple que le volume de travail reste constant et que la population active augmente de 0,5 %, on arrive, avec ces hypothèses (relativement optimistes du point de vue de l'emploi), à une nouvelle baisse de 5 % de la durée de référence. Bref, la durée du travail assurant le plein emploi serait de l'ordre de 32 heures par semaine en l'an 2000.

La fin du plein emploi ?

Mais on rebondit alors sur une nouvelle critique, qui reprend en partie la précédente, pour se développer autrement. C'est l'idée que le plein emploi est un objectif obsolète, une illusion, pour reprendre le titre d'un texte<sup>6</sup> du Centre des Jeunes Dirigeants (CJD), très représentatif de ce discours qu'il convient de décortiquer avec une certaine minutie. Son point de départ semble faire écho à la thèse marxiste sur l'exceptionnalité de l'« Age d'or »<sup>7</sup> : « *Notre culture la plus immédiate s'enracine dans la période de l'après-guerre, celle des Trente Glorieuses où le plein emploi permettait de donner une place à chacun dans la société, de dépasser la contradiction entre l'économique et le social et de réguler les rapports entre la société et l'entreprise. Cette situation nous a fait prendre pour « Règle » ce qui n'a jamais été qu'une exception historique* ». On ne résiste pas ici à la tentation de rapprocher cette prise de position de ce qu'écrivait, il y a un quart de siècle, le grand théoricien de la croissance, sir Roy Harrod : « *Le plein emploi plus ou moins intégral devrait être considéré maintenant comme un aspect institutionnel de l'économie britannique (...) [il] semble avoir une qualité d'autoreproduction (...). Avec le développement futur de la conscience sociale, il pourrait bien se vérifier que par un changement de certains arrangements institutionnels, le plein emploi absolu soit assuré de manière permanente* »<sup>8</sup>. A l'époque l'économiste marxiste qui se serait risqué à dire que les contradictions capitalistes continuaient à fonctionner se serait fait rire au nez. Aujourd'hui, et avec la même assurance, on le regarde de haut pour cet attachement quasi-conservateur à un plein emploi passé de saison.

---

<sup>5</sup> Michel Husson, « [Le volume de travail et son partage. Etude comparative de sept grands pays](#) », *Revue de l'Ires* n°11, Hiver 1993 ; repris dans *Problèmes économiques* n°2365, 3 mars 1994.

<sup>6</sup> Centre des Jeunes Dirigeants, « [L'illusion du plein emploi](#) », *Futuribles* n°183, janvier 1994.

<sup>7</sup> Michel Husson, « [Capital, fin de siècle](#) », *Critique communiste* n°143, automne 1995.

<sup>8</sup> Sir Roy Harrod, [Money](#), McMillan 1969, cité par Ernest Mandel, *La crise*, Flammarion, 1985.

Mais comment expliquer ce grand basculement ? Là réside la question-clé : pourquoi ce qui était possible il y a vingt-cinq ans, devient impossible dans une économie qui a pourtant continué à croître dans l'intervalle ? Qu'est-ce qui conduit à placer le plein emploi hors d'atteinte de la politique économique ? Les explications sont extrêmement courtes. Le texte du CJD se contente de constater ce changement : « *Force est de constater que ce modèle n'est plus opérant aujourd'hui. Le progrès social parvient de plus en plus difficilement à rattraper le progrès économique et technique* ». Force est de constater qu'il n'y a là aucun principe explicatif ! Qu'il y ait une scission de plus en plus marquée entre progrès social et progrès économique, c'est une évidence, mais quelles en sont les racines ? Si on ne répond pas à cette question, il manque un maillon décisif dans l'argumentation qui devient une pétition de principes. Le même texte parle un peu plus loin d'une « *contradiction perpétuelle entre le libéralisme et l'interventionnisme de l'Etat. Système qui a peut-être donné d'excellents résultats dans le passé, mais qui fait aujourd'hui de l'emploi sa principale victime* ». Il y a là un début d'interprétation que l'on pourrait s'amuser à transcrire en termes marxistes, pour montrer que le chômage est effectivement le produit d'un système fondé sur l'appropriation privée des moyens de production, qui entre forcément en contradiction avec les « arrangements » visant à mettre en place un semblant de régulation sociale. Mais cela n'implique pas pour autant que le plein emploi soit devenu en tant que tel une vieille lune. C'est certainement quelque chose que le capitalisme contemporain ne réussit plus à garantir, cela n'en fait pas forcément une antiquité.

#### Emploi et activité : la dissociation du travail

L'étape suivante du raisonnement consiste à déplacer le problème et à y substituer une nouvelle affirmation : si le plein emploi est hors d'atteinte, c'est parce que la logique du travail salarié est aujourd'hui dépassée. Il y a là un point absolument essentiel que l'on retrouve sous de multiples formes. Rappelons par exemple ce que dit Supiot, immédiatement après avoir récusé une conception « quantitative » du travail : « *il semblerait plus judicieux de commencer par s'interroger sur la signification et les transformations du travail dans notre société* ». Le CJD adopte une formulation similaire et « *invite l'entreprise, et la société dans son ensemble, à s'interroger d'abord sur le sens du travail dans la vie des hommes, à repenser le rapport de l'homme au travail et la vision que chacun se donne de sa place dans la société* ». Devant ces appels réitérés à s'interroger, on ne peut semble-t-il se dérober plus longtemps.

On se trouve alors devant une distinction fondamentale entre emploi et activité, qui définit deux logiques, que le texte du CJD résume ainsi : « *La première, que nous appellerons « logique de l'emploi salarié », confond le travail et l'emploi. Elle prône une régulation du système par une série de mesures qu'il nous faudrait accepter afin que le plus grand nombre de personnes puisse avoir accès à l'emploi salarié. La seconde, « logique de l'activité », est plus novatrice. Elle opère une distinction entre le travail et l'emploi. A l'heure où les modèles existants s'effondrent les uns après les autres, elle imagine un mode de régulation basé sur la remise en cause des fondements mêmes de notre société* ». Cette logique revient au fond à dédouaner l'entreprise de sa fonction d'offrir des emplois en nombre suffisant : « *notre intuition, de longue date, est qu'il n'est aucune mesure, aucun plan anti-chômage qui puisse permettre aux entreprises d'assurer le retour au plein emploi dans notre société* ». Il faut donc apprendre à gérer cette césure entre emploi et activité, et à remettre en cause une définition homogène de la notion même de travail.

Parmi les distinctions possibles entre diverses acceptions du travail, l'une des plus significatives est celle que Gorz opère entre « *travail hétéronome* » et « *travail autonome* ». La sphère de l'hétéronomie regroupe « *l'ensemble des activités spécialisées*

que les individus ont à accomplir comme des fonctions coordonnées de l'extérieur par une organisation préétablie »<sup>9</sup>(9) alors que celle de l'autonomie est celle de la liberté. La double nature du travail salarié comme travail aliéné, mais aussi comme activité assurant une intégration sociale et une reconnaissance même dominée, est considérée comme irréductible et se déplace en une partition physique entre travail et hors travail. Ce schéma analytique est étroitement imbriqué avec un postulat plus normatif que Gorz a ramassé en une formule lapidaire : « *Contrairement à ce que pensait Marx, il est impossible que l'individu coïncide totalement avec son être social* »<sup>10</sup>. Autrement dit, l'émancipation du travail, dans le travail, est une utopie. Comme le résume Méda : « *le travail ne pourra plus être un lieu d'autonomie, parce que cette rationalité est construite autour de la mise en valeur du capital et non de l'homme et qu'elle pousse à toujours plus diviser, bureaucratiser et priver de sens le travail* »<sup>11</sup>. Le travail hétéronome est donc forcément aliéné (privé de sens), et tout ce que l'on peut faire, c'est de le réduire au maximum, pour développer, à côté du salariat, dans la sphère du travail autonome - c'est à dire « hors travail » - les conditions de la libération humaine.

## Travail et lien social

Poussée jusqu'au bout cette conception, qui est une sorte de dualisme, conduit à des positions absurdes dont les analyses de Sue<sup>12</sup> sont une parfaite illustration. Sa méthode est simple et part du constat suivant : « *pour l'individu « moyen » dont le temps de travail ne représentait déjà plus que 18 % du temps éveillé en 1980, on approche les 14 % en 1990 (...) Le temps de travail pour une journée moyenne en 1986, réparti sur la population âgée de 15 ans et plus, est de 2h 31'. Voilà ce qu'objectivement, du point de vue de sa durée, représente le temps social dans la France d'aujourd'hui. Il est des chiffres qui sont par eux-mêmes une véritable révolution* ». On retrouve le ton du grand initié, pour annoncer une « révolution » à des salariés qui ne se rendaient pas compte qu'ils ne travaillaient que 11 % de leur temps. « *Incontestablement, au plan qualitatif, le temps libre est devenu rapidement le temps dominant dans la structure des temps sociaux. Si rapidement que l'on n'a toujours pas pris la mesure du phénomène, véritable révolution, révolution dans les temps sociaux. Pour la première fois dans l'histoire, les individus et non plus une petite minorité, dans les sociétés postindustrielles tout au moins, ne sont plus soumis au contrôle direct et le plus souvent oppressif d'une institution déterminée.* »

On croit rêver et c'est aussi l'impression de Zarifian, qui relève avec soin la quadruple négation que recouvre cette idéologie du temps libre : « *Négation de l'hétérogénéité des populations (...) Ce raisonnement sur un individu moyen est la plus belle négation de l'existence même de rapports sociaux, négation de l'approche sociologique elle-même, menée de l'intérieur même de la sociologie ; (...) négation de l'importance sociale et personnelle des rythmes de la biographie : calculer une journée moyenne, en fusionnant les différents âges de la vie est une absurdité (...) en ce qu'elle nie radicalement l'existence concrète objective et le vécu subjectif du temps ; (...) négation du travail domestique ; (...) négation du caractère structurant du temps professionnel comme du temps domestique* »<sup>13</sup>.

Ces bévues doivent être rapprochées de la leçon que Sue prétend donner aux partisans de la réduction du temps de travail : « *Tout d'abord, et contrairement à un slogan facile*

---

<sup>9</sup> André Gorz, *Métamorphoses du travail. Quête du sens*, Galilée, 1989.

<sup>10</sup> André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Le Seuil, coll. Points Politique, 1981.

<sup>11</sup> Dominique Méda, « Le travail à travers le temps, à travers les textes », annexe au rapport Boissonnat, *Le travail dans vingt ans*, Ed. Odile Jacob, 1995.

<sup>12</sup> Roger Sue, *Temps et ordre social*, PUF, 1994.

<sup>13</sup> Philippe Zarifian, *Le travail et l'événement*, L'Harmattan, 1995.

*pour manifestations, on ne partage pas aussi facilement le travail que le pain. Certains emplois exigent une technicité et une expérience qui ne se trouvent pas si aisément sur le marché actuel du travail* »<sup>14</sup>. Cette objection ne semble pas s'appliquer à l'emploi de sociologue et elle permet de pointer la vraie bévue arithmétique sur le travail. Celle-ci ne consiste pas tant à penser que toutes les heures de travail sont interchangeables, ce qui est une approximation légitime à court terme et une hypothèse correcte à moyen terme, pour les raisons évoquées plus haut. L'erreur magistrale est celle qui consiste à penser que toute heure de travail salarié en moins est gagnée au temps libéré, bref que toute forme de réduction du temps de travail est un processus en soi libérateur.

Sue a au moins l'intérêt, en poussant le raisonnement à l'absurde, de souligner ce problème social qui est la non-additivité ou plutôt la non-soustractivité des temps sociaux : la baisse du volume du travail salarié ne signifie pas que les rapports sociaux capitalistes s'effacent mécaniquement devant d'autres formes de lien social, libérées du joug salarial. C'est un point absolument fondamental dont l'oubli rend possible des convergences « contre nature ». Autour de ce postulat peuvent en effet se retrouver certains courants de l'ultra-gauche qui entendent construire le communisme par simple dépérissement du salariat, en marge d'un capitalisme dont la sphère d'expansion se rétrécit : l'idée de créer des emplois par réduction du temps de travail serait au fond réactionnaire dans la mesure où elle ne conduirait qu'à prolonger la durée de vie d'un système économique moribond.

Il existe une version tiers-mondiste et anti-productiviste de cette position qui mythifie le secteur informel des pays du Sud comme la préfiguration d'un autre type d'organisation sociale. Pour tous ces courants, le point de rencontre est au fond le suivant : tout recul du salariat est un progrès vers la libération du travail. C'est pourquoi le CJD recopie presque à la lettre certaines formules de Gorz. Il suffit de remplacer travail hétéronome par emploi, et travail autonome par activité, ce qui n'est pas vraiment forcer le sens de cette distinction, pour déboucher sur une apologie de l'activité. Il faut, nous dit-on, « se libérer de la stricte notion d'emploi pour retrouver le vrai sens du travail, conçu comme source d'accomplissement et de lien social et de subsistance pour l'homme ». On pourrait multiplier les références montrant que ce discours est devenu un lieu commun, et qu'il est en passe de devenir une nouvelle exigence, comme l'explique un patron : « *Comme la carrière ne pourra plus être le seul critère de valorisation sociale, il faudra que les salariés trouvent d'autres centres d'intérêt qu'en consacrant moins de temps au travail productif proprement dit (...) La valeur travail ne serait plus la seule digne d'intérêt de notre société* »<sup>15</sup>. On retrouve donc sous de multiples formes la même thématique de la disparition du travail, que Minc avait esquissé il y a déjà quelques années. Voilà ce qu'il écrivait en 1982 : « *A tout seigneur, tout honneur : c'est le travail, pierre angulaire du système économique, qui, nous l'avons vu, bascule. Concomitance, hasard heureux ou relation de cause à effet : au moment même où le travail productif classique se raréfie, il ne constitue plus une valeur exclusive. Le travail s'étiole, au moment où la valeur-travail vacille* »<sup>16</sup>. Belle coïncidence en effet !

## Libération du travail hors du travail ?

Cette dénonciation fait-elle de nous les défenseurs de vieilles valeurs ? Avant d'aborder cette question, il faut encore récuser un corollaire parfaitement odieux de ce type de discours. Il implique en effet que c'est en dehors du salariat que s'esquissent les relations

---

<sup>14</sup> Roger Sue, « Les mirages du partage du travail », *Le Monde*, 26 mai 1993.

<sup>15</sup> (15) Pierre Guillen, « [Le travail différencié](#) », annexe au rapport Minc, *La France de l'an 2000*, Ed. Odile Jacob, 1994.

<sup>16</sup> Alain Minc, *L'après-crise est commencée*, Gallimard, 1982.



sociales de demain. Certes, il faut reconnaître qu'à travers la crise, « *des transformations sociétales profondes s'opèrent* »<sup>17</sup> mais leurs effets positifs restent encore invisibles ; et Castel d'ajouter ceci, qui est une remarque fondamentale : « *Sont parfaitement visibles, par contre, des pièges dans lesquels tombent les esprits pressés de dépasser l'aliénation du travail et les sujétions du salariat. Un tel dépassement représenterait une révolution culturelle de grande ampleur. Il est dès lors paradoxal qu'une responsabilité aussi écrasante soit déléguée aux groupes les plus fragiles et les plus démunis, tels les allocataires du RMI.* »

Et l'on en revient à Gorz qui, dans ses adieux au prolétariat, désignait la « *non-classe des non-travailleurs* » comme « *le sujet social potentiel de l'abolition du travail* »<sup>18</sup>. Il y défendait un projet de société dualiste, où la sphère de l'hétéronomie serait « *subordonnée aux buts de la sphère de l'autonomie* ». Toute la question est de savoir comment s'articulent ces deux sphères. Gorz récuse à la fois l'idée d'une parfaite autosuffisance de la sphère autonome, mais aussi le postulat selon lequel « *il doit être possible d'englober et de dissoudre la sphère de l'hétéronomie dans celle de l'autonomie* ». La dialectique qui s'instaure entre les deux sphères repose sur l'alternance, autrement dit sur la possibilité de passer de l'une à l'autre. Cette possibilité « *rend évidemment les individus extrêmement exigeants et critiques quant à la nature et aux finalités du travail socialement nécessaire, mais en même temps les dispense d'avoir à chercher dans ce travail le plus souvent hétéronome leur identité sociale ou leur accomplissement personnel* ». Cette position est difficile à comprendre : pourquoi exclure que des individus « *exigeants et critiques* » qui disposent de la liberté d'aller et venir trouvent dans le travail hétéronome une identité sociale et un accomplissement personnel ? C'est que Gorz est persuadé qu'il n'est pas possible « *d'autogérer le processus social de production dans son ensemble ni même les grandes unités techniques qui le composent* ».

Il y a dans l'approche de Gorz un refus légitime de la planification bureaucratique et de l'imagerie stalinienne de « l'homme nouveau » mais sa vision repose également sur une théorie très objectiviste de l'organisation. Ce sont « les grands systèmes » qui, par nature, échappent à la maîtrise sociale, à l'autogestion. Gorz ne voit pas « *comment un conducteur de train de laminoir ou un ouvrier de raffinerie pourraient ne pas être salariés ; comment leur produit pourrait être en rapport immédiat avec leur besoin ; comment ils pourraient considérer leur installation comme leur instrument de travail ; comment, au lieu de se sentir appartenir à la raffinerie, au complexe sidérurgique, ils pourraient considérer ces installations comme leur propriété* »<sup>19</sup>. Mais si l'on admet ce scepticisme, comment alors comprendre que la sphère hétéronome puisse s'effacer devant l'autonomie ? Il y a chez Gorz deux réponses. La première est insatisfaisante, puisqu'elle consiste à constater le recul du travail : « *L'économie n'a plus besoin - et aura de moins en moins besoin - du travail de tous et de toutes* ». Nous avons déjà montré ce qu'il y avait de court dans cette réponse : ce recul en volume n'implique en rien une perte de dominance du rapport social qui lui est associé et on peut reprendre *mutatis mutandis* les arguments que Zarifian adresse à Sue. La seconde réponse se trouve dans les transformations qui devraient, selon Gorz, aller de pair avec le recul du travail salarié. Ce mouvement devrait d'abord distendre les liens existant entre revenu et travail hétéronome, de telle sorte que la sphère hétéronome perdrait progressivement une de ses fonctions essentielles qui est de régler la répartition des revenus. La seconde transformation consisterait à placer le secteur hétéronome sous un régime de planification qui conduirait, pour reprendre l'expression de Gorz, à sa « *trivialisation* » :

---

<sup>17</sup> Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995

<sup>18</sup> André Gorz, *Adieux au prolétariat*, ouv. cité.

<sup>19</sup> André Gorz, *Métamorphoses du travail*, ouv. cité.

« L'existence d'un secteur de production et de distribution centralement planifié, capable d'assurer à chacun et à tous tout le nécessaire et de définir la quantité de travail socialement nécessaire dû par chacun pour être à l'abri du besoin, fait de la sphère de la nécessité une sphère bien à part, clairement circonscrite, dans laquelle prévalent des conduites techniques trivialisées et hors de laquelle s'étend l'espace de l'autonomie complète »<sup>20</sup>.

Il faut donc une planification correctement calibrée. Elle ne doit pas empiéter sur la sphère de l'autonomie « dans laquelle les individus s'associent selon leur bon plaisir pour créer le superflu ». Mais en revanche, la planification centrale est nécessaire et ne doit pas donner « aux détenteurs des moyens de production et de distribution le soin de produire et de distribuer selon leur intérêt ». Sinon, souligne Gorz, « la société demeure divisée en une classe entièrement dépendante et une classe à laquelle le contrôle des moyens de production et d'échange assure la domination sur l'ensemble de la société ». Cette précision importante appelle à son tour de nouvelles interrogations quant au projet gorzien. La première porte sur la nature sociale de cette planification : si les détenteurs des moyens de production doivent perdre le contrôle sur les choix de production, mais si l'autogestion par les travailleurs des « grands systèmes » est impossible, qui est l'agent de cette planification ? Pour Gorz, cette fonction ne saurait être remplie ni par l'Etat, ni par les partis politiques. C'est, de manière très abstraite, « le politique » comme lieu intermédiaire entre l'Etat et la société civile, qui doit gérer les tensions inévitables entre « exigences d'autonomie et contraintes objectives ». Et Gorz de citer « les associations, les églises, les universités, les clubs et les mouvements se donnant pour but non pas d'exercer sur la société le pouvoir d'Etat mais de soustraire celle-ci à la prise de celui-là afin d'élargir l'espace de l'autonomie et de l'autodétermination, qui est aussi celui des rapports éthiques ».

La boucle est bouclée, et le scepticisme de Gorz débouche sur un idéalisme imprécis. Qui, dans ce tableau, va réellement retirer leur pouvoir aux détenteurs des moyens de production et l'exercer à leur place ? Qui va assumer les choix de gestion des « grands systèmes » qui contribuent de très large manière à dessiner les limites possibles de la sphère de l'autonomie ? Si celle-ci se réduit à la périphérie de ces « grands systèmes » la réalité du pouvoir et des choix politiques ne sortira pas du champ de l'hétéronome. Transports, logement, protection sociale, éducation, défense, droit du travail, etc. les choix fondamentaux qui portent sur tous ces domaines ne peuvent être éclatés en une myriade de micro-choix de proximité ou de voisinage, sous peine d'instituer une individualisation (forcément marchande) rejoignant curieusement les objectifs néolibéraux. Qu'on le veuille ou non, ces choix sont par nature socialisés et les processus décisionnels correspondants doivent passer par un moment de centralisation. On est même en droit de penser que c'est une bonne chose, et on ne peut s'en remettre à une impalpable dialectique Etat-société civile pour répondre à la question essentielle du mode de décision et de gestion. On retrouve donc à ce niveau fondamental de la politique, la critique majeure que l'on peut adresser à la vision dualiste de Gorz : renoncer à la maîtrise sociale de la sphère hétéronome, c'est accepter que sa logique domine les conditions d'existence de la sphère autonome. On ne peut élaborer un projet social cohérent sur la base de postulats aussi contradictoires : l'un consistant à souligner la nécessité d'une planification centrale, l'autre revenant à dire qu'une telle centralisation est impossible, voire pernicieuse.

Réduction du temps de travail et revenu

---

<sup>20</sup> André Gorz, *Adieux au prolétariat*, ouv. cité

C'est pourquoi, dans la pratique, ce discours évolue dans le temps et conduit à des prises de position dont le lieu de cohérence s'est déplacé. André Gorz et Jacques Robin ont ainsi signé un texte commun qui ramasse toutes les ambiguïtés de cette idéologie du temps libre<sup>21</sup> (21). Ce bref manifeste commence par la référence à une loi-cadre instituant une semaine de travail de 32 ou 33 heures. Les auteurs posent ensuite un principe très juste : « *La redistribution des richesses produites et le redistribution du travail sont indissociables* ». Mais ils s'empressent de citer des impératifs à respecter : « *ne pas majorer les coûts de revient des entreprises ; leur permettre de réduire leurs coûts salariaux par des investissements de productivité* ». Apparemment, l'idée de planification est bien loin : dans le secteur hétéronome, ce sont toujours les mêmes principes d'efficacité qui s'appliquent. Donc, le salaire « *peut diminuer avec la durée du travail* » et même il doit le faire sous peine de voir les coûts de revient des entreprises augmenter. Mais alors, c'est le revenu des travailleurs qui baisse ? En réalité, ce n'est pas le cas, disent Gorz et Robin qui reprennent à leur compte l'idée d'un « deuxième chèque », chère à Guy Aznar. Tout cela est un peu mystérieux : alors que la durée du travail est massivement réduite et que des emplois sont créés, rien ne change dans la répartition du revenu : ni les coûts de revient des entreprises, ni le revenu moyen des travailleurs, à la seule différence qu'ils reçoivent deux chèques au lieu d'un.

Refuser de poser la question du « financement » de la réduction du temps de travail, c'est se trouver démuni face à ce genre de potion magique. Car il y a un problème évident : qui paie le second chèque ? Réponse : « *il faudra recourir à la CSG sur tous les revenus - y compris financiers - et, surtout, un impôt fortement modulé sur la consommation* ». Dans la mesure où les revenus financiers sont mis à contribution et où l'on module le supplément de TVA, les salariés ne sont pas les seuls à payer. Mais ils paient quand même la plus grosse part de telle sorte que le deuxième chèque est pour l'essentiel un virement qu'ils se font à eux-mêmes et que la répartition des richesses n'est modifiée qu'à la marge. On pourrait montrer sur d'autres exemples que, de manière générale, les propositions visant à l'institution d'un revenu garanti renvoient toujours à ce problème de l'articulation de la sphère du travail salarié et de celle de l'activité.

Et cette articulation est réglée principalement par le mode de fonctionnement interne de la sphère hétéronome. C'est finalement dans la clause énoncée par Gorz et Robin, selon laquelle il ne faut pas « *majorer les coûts de revient des entreprises* » que réside le centre de gravité du débat sur la valeur travail, même si le lien n'est pas au départ évident. Une telle norme signifie en effet qu'on abandonne à la logique capitaliste marchande et à son mode de calcul économique le coeur de l'appareil productif, en expulsant aux marges les fameuses espaces d'autonomie.

Ce point, absolument décisif, est pourtant souvent abordé avec une insoutenable légèreté. Ainsi, Dominique Méda, dans un livre tout entier centré sur l'idée de la disparition de la valeur travail, expédie la question au détour d'une phrase. Dans le chapitre qu'elle consacre à la « critique de l'économie », elle expose ainsi sa position de principe : « *Ne poussons pas l'angélisme jusqu'à croire que l'on peut se passer d'être compétitif, de produire et de consommer. La survie d'un pays est à ce prix aujourd'hui et cela ne peut être contesté* »<sup>22</sup>. On admettra que, face à une telle « critique » le discours dominant n'est pas soumis à rude épreuve ! Même si sa thèse s'oppose assez largement à celle de Méda, ce rabattement sans imagination sur le dogme économique se retrouve également chez Castel, qui, à côté de passionnants développements, avance ce piètre aphorisme : « *une société ne peut pas plus ignorer le marché que la physique ne peut*

---

<sup>21</sup> André Gorz et Jacques Robin, « Pour l'emploi autrement », *Libération*, 24 février 1994.

<sup>22</sup> Dominique Méda, [Le travail. Une valeur en voie de disparition](#), Aubier, 1995.

*ignorer la loi de la gravitation* »<sup>23</sup>. D'ailleurs, Méda et Castel se retrouvent au moins sur le rôle salvateur qu'ils confèrent à l'Etat. Un Etat idéal chez Méda, une sorte de néo-Providence chez Castel.

Marx, la liberté et la nécessité

En un passage discursif situé vers la fin du *Capital*, Marx introduit une distinction fameuse entre liberté et nécessité : « *La seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés, règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à la nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au delà que commence le développement des forces humaines en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant, sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail* »<sup>24</sup>.

Gorz n'a pas tort de s'en prévaloir, mais cette référence ne nous semble légitime qu'à une condition, qui n'est quand même pas un détail : c'est que, si le royaume de la nécessité subsiste, il est débarrassé du mode de production capitaliste, et géré rationnellement par les producteurs associés. Du coup, cette dialectique entre liberté et nécessité n'est pas un pur dualisme : pour qu'advienne le royaume de la liberté et « *le développement des forces humaines comme fin en soi* » il faut que les principes de fonctionnement du travail nécessaire aient été bouleversés.

L'émancipation humaine ne peut donc rester à la porte des « grands systèmes ». On ne peut être libéré de l'asservissement du salariat seulement à mi-temps : être exploité, contraint à un travail aliéné, ne serait-ce que deux heures par jour, c'est être asservi le reste du temps. Bien sûr, on peut discuter de la possibilité même d'une telle libération, et tirer, comme le fait Gorz, une morale pessimiste de l'expérience des pays de l'Est : la libération dans le travail est impossible et ne peut que prendre la forme caricaturale d'une idéologie bureaucratique. C'est un débat légitime, et le pessimisme a bien des arguments.

Mais une chose est sûre, en revanche : le projet, réellement dualiste, d'abandonner à ses maîtres actuels la sphère du travail hétéronome, pour se libérer en dehors du travail, est le pire des mirages. Le temps libéré ne peut devenir un temps libre que si sa logique réussit à contaminer l'organisation du travail dans tous ses aspects. Les chômeurs, les précaires, les exclus ne sont évidemment pas plus libres parce qu'il sont moins longtemps salariés que les autres travailleurs. Seule une frange bohème, une sorte de lumpen-petite-bourgeoisie croit sublimer sa trajectoire sociale en avançant cette représentation sociale qui a quelque chose de véritablement choquant et certainement de très méprisant, sur le fond, pour les victimes du chômage capitaliste.

La réduction de la durée du travail ne peut acquérir un contenu émancipateur que si le temps de travail est lui-même libéré du joug capitaliste. Cela devrait être une évidence ! Il suffit en effet d'observer que les formes actuelles de réduction plus ou moins forcée du temps de travail s'accompagnent très naturellement d'un renforcement de la discipline qui vient peser sur le salariat, d'une dégradation des conditions de travail, en un mot d'une intensification terrible de l'exploitation. Seule une logique comptable peut croire que cette tendance est sans effet sur le contenu social du temps « libéré ». La réduction

---

<sup>23</sup> Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, ouv. cité.

<sup>24</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, chap. 48, Editions sociales, 1960.

du temps de travail, quand elle est dominée par la logique capitaliste, prend presque naturellement la forme de l'exclusion.

Faute d'établir cette ligne de partage, les débats sur la durée du travail apparaissent donc assez confus. Les critiques les plus pertinentes adressées au système économique côtoient souvent le plus grand flou, dès qu'il s'agit d'esquisser les transitions possibles vers des modèles séduisants mais assez flous, à partir de réalités immédiates assez sombres. L'ensemble de ce débat devrait pouvoir être réorganisé autour de cette notion de transition.

Tous salariés pour dépasser le salariat

« *Le droit au travail est au sens bourgeois un contresens, un désir vain, pitoyable, mais derrière le droit au travail, il y a le pouvoir sur le capital, derrière le pouvoir sur le capital, l'appropriation des moyens de production, leur subordination à la classe ouvrière associée, c'est-à-dire la suppression du salariat, du capital et de leurs rapports réciproques* »<sup>25</sup>. Cette phrase de Marx, qui fait référence à l'insurrection de Juin 1848, esquisse une démarche transitoire autour de la réduction du temps de travail.

L'idée-clef en est la suivante. Le droit à l'emploi est fondamentalement contradictoire avec la logique capitaliste, parce qu'il revient sur le fond à exiger que la force de travail ne soit plus une marchandise. Certes, le plein emploi a pu être imposé dans le fonctionnement concret du capitalisme, mais durant une période historique bien délimitée et grâce à un rapport de forces global qui s'est depuis dégradé. Le discours actuel sur l'impossibilité du plein emploi est le discours du capital revendiquant le retour à un fonctionnement du marché du travail semblable à celui de n'importe quel autre marché. Aujourd'hui encore, le plein emploi, pour reprendre les termes de Marx, « *est au sens bourgeois un contresens, un désir vain, pitoyable* ». Et, dans la mesure où elles entendent faire l'économie d'une rupture avec la logique capitaliste, les idéologies de la fin du travail sont des discours d'accompagnement ou des variations autour de ce bon sens bourgeois. Elles consistent à abandonner à la logique capitaliste le noyau dur de la société, pour chercher à faire vivre des alternatives à ses marges. C'est dans cette conception que se trouve la véritable illusion, qui consiste à croire qu'on peut transformer le travail à partir de l'expulsion d'une partie de la société, et sous la pression du chômage.

Mais faut-il voir dans la lutte pour une réduction massive du temps de travail l'expression d'un « *désir vain et pitoyable* » ? Evidemment non, parce qu'un tel projet nous semble relever d'une logique typiquement transitoire : au départ, elle s'appuie sur des exigences élémentaires, d'ailleurs certifiées par le droit bourgeois (un emploi et des conditions d'existence décentes), mais elle s'oppose frontalement à un capitalisme contemporain qui fonctionne à l'exclusion. Un mouvement social de lutte contre le chômage par réduction de la durée du travail est donc porteur d'une dialectique qui peut en un sens apparaître comme paradoxale. Il s'agit en effet de généraliser le droit à l'accès au salariat, mais les modalités mêmes de cette généralisation, les méthodes pour parvenir à cet objectif contiennent un déplacement du problème, portent en creux le dépassement du rapport salarial.

En d'autres termes, si l'on réussit à avancer vers le plein emploi, en imposant aux patrons une norme de réduction du temps de travail, avec contrôle sur les embauches, les

---

<sup>25</sup> Karl Marx, *Les luttes de classes en France (1848-1850)*, Oeuvres choisies, tome 1, Editions du progrès, 1955.

cadences et les horaires, on enclenche dans le même temps un processus de dépérissement du marché du travail et de socialisation de l'emploi. La lutte pour l'abolition du chômage tend alors à se transformer en un mouvement d'abolition pratique du salariat.

## 2. Communisme et temps libre<sup>26</sup>

Le *Manifeste du parti communiste* expose un programme en dix points, dont le huitième fait un peu froid dans le dos, puisqu'il s'énonce ainsi : « *Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture* »<sup>27</sup>. Plus tard, un passage fameux du *Capital* ouvre une perspective plus attrayante, et sans doute plus moderne : « *La seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté, qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail* »<sup>28</sup>.

### Du *Manifeste* au *Capital*.

Entre ces deux positions, on sait que Marx a varié, et est même passé par un discours systématique sur la disparition du travail. Avec Engels il explique ainsi, dans *L'idéologie allemande*, que « *la révolution communiste est dirigée contre le mode d'activité antérieur, elle supprime le travail* », qu'il ne s'agit pas « *de rendre le travail libre, mais de le supprimer* »<sup>29</sup>. Peut-on pour autant parler d'une progression linéaire, de la constitution progressive d'une conception marxiste du communisme, peu à peu débarrassée de ses oripeaux idéalistes, utopiques ou hégéliens ? Bref, peut-on, de ce point de vue aussi, opposer un Marx de la maturité à celui de la jeunesse ? A cette question, il faut répondre par la négative. On peut même s'amuser à dresser ici une homologie entre la pensée de Marx et le capital : de la même façon que le capitalisme contemporain combine des traits acquis durant l'onde longue expansive de l'après-guerre et une tendance à la régression vers les formes les plus primitives de l'exploitation, le projet théorique de Marx avance sur plusieurs fronts, se développe sur différents niveaux qu'il articule différemment. Certaines thématiques apparaissent, disparaissent, puis sont reprises et réinsérées dans un ensemble restructuré. On ne voit pas pourquoi Marx aurait appliqué une autre méthode de pensée que celle qu'il a si clairement exposée. C'est en fonction même de ce mode de progression qu'il est possible de soutenir que l'exposé le plus systématique de la crise du salariat se trouve dans les *Grundrisse*<sup>30</sup>.

Ailleurs, et même dans les oeuvres dites de la maturité, les affirmations du nécessaire dépassement du capitalisme se placent à un niveau qui est rarement celui de sa critique la plus radicale et, en tout cas, ne résiste pas vraiment à l'expérience historique. Dans le *Manifeste*, pour commencer, on trouve une version catastrophiste prédisant l'effondrement du capital par sur-paupérisation du prolétariat : « *L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-*

---

<sup>26</sup> Cet article reprend, à quelques modifications près, une communication à la rencontre internationale « Le Manifeste communiste, 150 ans après », Paris 13-16 mai 1998.

<sup>27</sup> Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, Marx-Engels, *Oeuvres choisies*, tome 1, Editions du Progrès, Moscou 1955, p.43.

<sup>28</sup> *Le Capital*, Editions sociales, 1960, VIII, p.199.

<sup>29</sup> Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, Editions sociales, 1968, p.68, 232 et 248.

<sup>30</sup> C'est une thèse voisine que défend depuis longtemps Antonio Negri, mais pour en tirer des leçons assez différentes. Voir Negri, *Marx au-delà de Marx*, 1979 (réédition L'Harmattan 1996), ainsi que le chapitre critique que lui consacre Daniel Bensaïd dans *La discordance des temps*, Les Editions de la Passion, 1995.

*dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui »<sup>31</sup>.*

Cette vision se combine pourtant déjà, et là est tout le génie de Marx, avec une approche faisant de la surproduction la source même de cet appauvrissement : *« La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elles disposent ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise toute entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir »<sup>32</sup>.*

Cependant, ce modèle repose sur une hypothèse fondamentale, qui est celle d'un blocage du salaire réel, ou au moins d'une progression durablement inférieure au développement des forces productives. Pour en apprécier la portée, il faut ensuite introduire une distinction entre deux niveaux de manifestations des contradictions du capitalisme, les crises périodiques et les crises systémiques. Les premières, contrairement à la représentation harmonieuse des libéraux contemporains de Marx ou de leurs héritiers idéologiques, sont inscrites dans les mécanismes essentiels du capitalisme. Sur ce point, Marx a évidemment mille fois raison, et la compréhension du cycle économique est déjà présente dans le texte du *Manifeste*. Mais pour que ces crises périodiques accumulent leurs effets et débouchent sur la possibilité d'un effondrement du système capitaliste dans son ensemble, il faut des hypothèses supplémentaires. Le blocage du salaire réel en est une, qui n'a pas été vérifiée. Les luttes ouvrières ont obtenu des effets cumulatifs, contrairement à la formule bien frappée de Marx et Engels : *« Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère »<sup>33</sup>*. Ce postulat reste cependant très prégnant dans toute une tradition marxiste de l'analyse du capitalisme, et ce pessimisme radical se retrouve d'une certaine manière dans les luttes contemporaines sur le temps de travail, lorsque les partisans du revenu prennent pour acquis que l'on ne peut rien gagner sur l'emploi.

Il serait d'autant plus absurde d'opposer réduction de la journée de travail et lutte pour les salaires (ou encore pour un revenu universel), qu'il s'agit de deux moyens d'augmenter la valeur de la force de travail. En Angleterre, l'année même de parution du *Manifeste*, a été mise en oeuvre une loi sur les 10 heures et demi. Marx en parle comme d'une *« augmentation des salaires subite et imposée non point à quelques*

---

<sup>31</sup> *Manifeste du parti communiste*, p.34.

<sup>32</sup> *Manifeste du parti communiste*, p.28.

<sup>33</sup> *Manifeste du parti communiste*, p.31.



*industries locales quelconques, mais aux branches industrielles maîtresses qui assurent la suprématie de l'Angleterre sur les marchés mondiaux* »<sup>34</sup>. C'est d'ailleurs dans ce même texte que Marx introduit la détermination du salaire, dans chaque pays, « *par un standard de vie traditionnel [qui] ne consiste pas seulement dans l'existence physique, mais dans la satisfaction de certains besoins naissant des conditions sociales dans lesquelles les hommes vivent et ont été élevés* »<sup>35</sup>. Cependant, malgré ces passages où Marx constate que le salaire peut progresser, au moins dans certains pays, par réduction du temps de travail et élévation du standard de vie, il continue à se situer dans un cadre théorique où le salaire croît forcément moins vite que la productivité du travail, qui est celui de la définition stricte de la baisse tendancielle du taux de profit.

C'est cette mécanique de baisse tendancielle du taux de profit qui devrait conduire, à peu près inexorablement, à la crise systémique du capitalisme. Il s'agit d'une crise qui naît à l'intérieur des principes d'économicité du capitalisme, plutôt que dans leur opposition croissante à la satisfaction des besoins sociaux. C'est pourquoi, comme le fait remarquer Maler<sup>36</sup>, rares sont les occasions où Marx évoque le communisme dans *Le Capital*. Et, de ce point de vue, quitte à préférer une nouvelle incongruité, on peut avancer que *Le Capital* est en retrait par rapport à l'exposé le plus moderne et le plus radical de la crise des rapports de production capitalistes, que l'on trouve dans les *Grundrisse*. Cela ne signifie pas que l'on dispose pour autant d'une description positive de la société à venir, d'une vision programmatique achevée. Mais c'est probablement là que Marx donne la démonstration la plus profonde, et aussi la plus moderne, de la possibilité du communisme, et de sa nécessité. Elle tourne autour du temps de travail.

---

<sup>34</sup> Karl Marx, *Salaire, prix et profit*, Marx-Engels, *Oeuvres choisies*, tome 1, Editions du Progrès, Moscou 1955, p.423.

<sup>35</sup> *Salaire, prix et profit*, p.467.

<sup>36</sup> Henri Maler, *Convoiter l'impossible. L'utopie avec Marx, sans Marx*, Albin Michel, 1995, p.327.

## Les *Grundrisse*, ou le maillon manquant.

La tentation est grande de recopier les pages lumineuses de la section des *Grundrisse* intitulée « *Le procès de travail et le capital fixe* »<sup>37</sup>, car ce sont sans doute les plus fascinantes et, en tout cas, les plus actuelles de Marx. Il y développe l'idée que la productivité doit finir par faire craquer le carcan de la production capitaliste, dont l'économie du temps de travail constitue le « *seul principe déterminant* »<sup>38</sup>. Le développement du machinisme et du capital fixe a précisément pour effet de réduire à peu de choses l'intervention du travail humain. Marx anticipe ici sur les progrès ultérieurs de l'automatisation en écrivant par exemple que « *le travail immédiat en tant que tel cesse d'être le fondement de la production, puisqu'il est transformé en une activité qui consiste essentiellement en surveillance et régulation ; tandis que le produit cesse d'être créé par le travailleur immédiat, et résulte plutôt de la combinaison de l'activité sociale que de la simple activité du producteur* »<sup>39</sup>. Ce tableau est probablement plus proche des industries d'aujourd'hui que des grandes fabriques de l'époque de Marx. Dans le même registre, il est étonnant de lire que « *plus le capital fixe se développe sur une large échelle, plus la continuité du processus de production, ou le flux constant de la reproduction, devient une condition et une contrainte extérieure du mode de production capitaliste* »<sup>40</sup>, tant cette proposition trouve un écho dans les analyses contemporaines des processus de travail. L'idée d'une dématérialisation de la production est également présente, lorsque Marx affirme que « *le travailleur n'insère plus, comme intermédiaire entre le matériau et lui, l'objet naturel transformé en outil* »<sup>41</sup>, de telle sorte que le travail est réduit « *à une pure abstraction* ». Dans ces conditions, « *ce n'est ni le temps de travail utilisé, ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse* », mais plutôt « *le développement de l'individu social* »<sup>42</sup>.

Ces passages ont donné lieu à des interprétations largement divergentes. Negri y trouve une anticipation de sa thèse selon laquelle le développement de la productivité a d'ores et déjà vidé la loi de la valeur de toute opérationnalité : « *Le travail vivant devient d'autant plus présence hégémonique et critère d'orientation dans son développement que la loi de la valeur, ou plutôt de la mesure de l'exploitation, a vieilli et est devenu inutile* »<sup>43</sup>. A cette lecture, Bidet oppose la défense de la théorie marxiste « *achevée* », en expliquant que ces énoncés « *sont rigoureusement dépourvus de pertinence dans la théorie achevée de Marx, selon laquelle il est clair que le temps de travail n'est pas la mesure de la 'richesse' (mais de la valeur), ni la valeur d'échange la mesure de la valeur d'usage. Ils sont, dans le cadre de la théorie de Marx, tout simplement erronés* »<sup>44</sup>. Il y a là deux contresens symétriques. Loin d'être la victime d'une confusion entre richesse et valeur, Marx veut montrer que c'est la prétention du capital de faire passer l'une pour l'autre ne peut se prolonger. Autrement dit, une scission s'opère entre l'efficacité propre du mode de production capitaliste (mesurée par l'économie de temps de travail) et le mode de distribution de la richesse sous forme de temps libre, que ses propres succès rendent possibles. C'est un enjeu très actuel de bien saisir cette dimension systémique de la crise du capital, qui désormais refuse

---

<sup>37</sup> Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique [Grundrisse]*, Editions Anthropos, 1968, tome 2, p.209-231. Voir aussi *Oeuvres*, Economie II, Gallimard, Pléiade, 1968, p.297-311.

<sup>38</sup> *Grundrisse*, tome 2, p.215.

<sup>39</sup> *Grundrisse*, tome 2, p.226-227.

<sup>40</sup> *Grundrisse*, tome 2, p.219.

<sup>41</sup> *Grundrisse*, tome 2, p.221.

<sup>42</sup> *Grundrisse*, tome 2, p.221-222.

<sup>43</sup> Antonio Negri, « Vingt thèses sur Marx » in *Marx après les marxismes*, L'Harmattan, 1997.

<sup>44</sup> Jacques Bidet, *Le socialisme et ses paradigmes*, communication au colloque « La question du socialisme aujourd'hui » organisé par Actuel Marx, Nanterre, 3-4 octobre 1997

explicitement la satisfaction de toute une série de besoins sociaux qui ne répondent pas à son mode de calcul économique. Negri commet l'erreur inverse qui consiste à penser que, parce que le dépassement est possible, il est en train de se réaliser en pratique. C'est au contraire cette tension entre un potentiel énorme et les mécanismes de reproduction du capital qui donne au capitalisme contemporain une « couleur » relativement inédite : il « *prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les enserrer dans des limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux – simples faces différentes du développement de l'individu social – apparaissent uniquement au capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée* »<sup>45</sup>.

Ce cadre théorique se distingue donc nettement des interprétations simplistes et mécanistes ultérieures. En effet, les propres extrapolations de Marx lui reviendraient comme un boomerang critique, s'il avait réduit le travail productif au travail physique direct, la marchandise aux objets matériels, et confondu valeur et richesse. La suggestion cohérente avec la grille de lecture avancée ici est qu'une partie seulement de ces analyses a été reprise dans *Le Capital*, tandis qu'une autre est restée en somme en jachère. On peut certes transcrire certains de ces passages et les interpréter comme une analyse de la croissance de la composition organique. C'est le cas lorsque Marx écrit que le capital « *tend toujours lui-même à créer du temps disponible d'un côté, pour le transformer en surtravail de l'autre. S'il réussit trop bien à créer un temps disponible, il souffrira de surproduction, et le travail nécessaire sera interrompu, parce que le capital ne peut plus mettre en valeur aucun surtravail* »<sup>46</sup>. On retombe sur la surproduction, liée à une réduction du travail nécessaire, en d'autres termes à une élévation de la composition organique.

Cependant, ce rabattement sur la théorie « classique » du *Capital* est seulement partiel. Il consiste à n'examiner que des rapports de valeur tels la composition organique ou le taux de plus-value, ce qui est logique dès lors qu'il s'agit d'analyser la dynamique capitaliste, mais laisse de côté la distinction fondamentale introduite entre valeur et richesse, autrement dit entre valeur d'échange et valeur d'usage. Ce dont il est question ici, c'est bien en effet de productivité sociale, autrement dit d'un ratio qui compare une masse de valeurs d'usage et le nombre de travailleurs. Marx parle ainsi d'une « *énorme disproportion entre le temps de travail utilisé et son produit* »<sup>47</sup>. Une autre lecture est alors légitimée : elle se situe à un niveau plus fondamental, celui de la mise en cause du mode de production capitaliste lui-même.

Il suffit, après tout, de lire Marx qui explique comment le capital creuse sa propre tombe. C'est la formidable réussite du capitalisme, mesurée à l'aune de son principe essentiel, l'économie de temps de travail, qui ouvre ainsi la possibilité d'un dépassement de ses propres contradictions : « *la production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine, misérable, antagonique. C'est alors le libre développement des individualités. Il ne s'agit plus dès lors de réduire le temps de travail nécessaire en vue de développer le surtravail, mais de réduire en général le travail nécessaire de la société à un minimum. Or, cette réduction suppose que les individus reçoivent une formation artistique, scientifique, etc., grâce au temps libéré et aux moyens créés au bénéfice de tous* »<sup>48</sup>. Comment mieux exprimer que le

---

<sup>45</sup> *Grundrisse*, tome 2, p.223.

<sup>46</sup> *Grundrisse*, tome 2, p.225-226.

<sup>47</sup> *Grundrisse*, tome 2, p.221.

<sup>48</sup> *Grundrisse*, tome 2, p.222.

communisme, c'est, fondamentalement, la libération du temps ; comment mieux souligner, en ce sens précis, son indéniable actualité ?

De ce point de vue, nous nous plaçons ici dans la tradition de Mandel, qui se situe clairement dans cette lignée : « *C'est dans le double caractère de l'automatisation que se reflète de manière concentrée toute la contradiction historique du capitalisme. Potentiellement l'automatisation pourrait signifier achèvement du développement des forces productives matérielles, qui pourrait libérer l'humanité de toute contrainte d'un travail mécanique, répétitif, non créateur et aliénant. Dans les faits, elle signifie, à nouveau, mise en péril de l'emploi et du revenu, renforcement du climat de peur d'une remontée du chômage chronique massif et de l'insécurité, allant périodiquement jusqu'à la baisse de la consommation et du revenu, donc à l'appauvrissement intellectuel et moral. L'automatisation capitaliste en tant que développement puissant à la fois de la force productive du travail et de la force destructive et aliénante de la marchandise et du capital devient l'expression la plus caractéristique des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste* »<sup>49</sup>. Mandel va même encore plus loin en parlant d'impossibilité : « *L'automatisation générale dans la grande industrie est impossible en régime capitaliste. Attendre une telle automatisation généralisée aussi longtemps que les rapports de production capitalistes ne sont pas supprimés, est tout aussi faux que d'espérer la suppression de ces rapports de production des progrès mêmes de cette automatisation* »<sup>50</sup>.

Réduction ou fin du travail ?

Il existe aujourd'hui, sous des formes plus ou moins construites, l'idée que c'est la revendication d'un revenu garanti qui constitue l'axe d'un programme anticapitaliste. Cette idée est entrée en phase avec les objectifs concrets que s'est donné le mouvement des chômeurs en France, et elle est théorisée par un courant influencé notamment par les thèses de Negri. Ces dernières, on vient de le voir, s'appuient sur une lecture de Marx, notamment des *Grundrisse*, à notre sens doublement fautive. Elle renvoie d'abord sur une critique superficielle de la loi de la valeur qui aurait perdu « *tout sens face à la démesure de l'accumulation sociale* »<sup>51</sup>, et même « *déjà au cours de la deuxième révolution industrielle* ». Cette lecture repose ensuite sur le pseudo-concept marxien de *general intellect*, poussé jusqu'à ses ultimes implications : « *Le travailleur, aujourd'hui, n'a plus besoin d'instruments de travail (c'est-à-dire de capital fixe) qui soient mis à sa disposition par le capital. Le capital fixe le plus important, celui qui détermine les différentiels de productivité, désormais se trouve dans le cerveau des gens qui travaillent : c'est la machine-outil que chacun d'entre nous porte en lui. C'est cela la nouveauté absolument essentielle de la vie productive aujourd'hui* »<sup>52</sup>.

A la manière de Stendhal, Marx aimait conserver dans ses manuscrits des expressions en anglais ou en français. C'est le cas dans l'unique passage des *Grundrisse* où figure le terme de *general intellect* et dont Gorz<sup>53</sup> propose la traduction suivante : « *Le développement du capital fixe indique à quel degré le niveau général des connaissances d'une société, knowledge, est devenu force productive immédiate et à quel degré, par conséquent, les conditions du procès vital d'une société [sont] soumises au contrôle du general intellect* ». D'autres traductions ignorent la supposée spécificité de cette notion, et la traduisent par *intellect général, intelligence générale*, ou

---

<sup>49</sup> Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Editions de la Passion, 1997, p.173.

<sup>50</sup> *Le troisième âge*, p.453.

<sup>51</sup> Negri, « Vingt thèses sur Marx », in *Marx après les marxismes*.

<sup>52</sup> Antonio Negri, *Exil*, Editions Mille et une nuits, 1998, p.19.

<sup>53</sup> André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, Galilée, 1997, note 1 p.57.

l'ignorent superbement<sup>54</sup>. En réalité, cette expression n'introduit rien qui ne soit déjà présent dans l'analyse du capital fixe et de sa capacité à s'approprier la science comme une force productive directe. Comme il s'agit là d'une tendance permanente du capitalisme, on voit mal comment Marx peut être invoqué aujourd'hui pour parrainer les contresens théoriques d'un Negri qui n'hésite pas à situer le capital « *dans le cerveau des gens* ».

Les partisans de cette théorie cherchent à substituer la revendication d'un revenu garanti à celle de réduction du temps de travail, comme axe central d'un projet de transformation sociale. Ils s'appuient pour ce faire sur des postulats plus ou moins implicites, et qui sont très discutables, indépendamment même du fait de savoir si une telle approche peut invoquer une filiation marxiste. Le premier renvoie à une sorte d'essentialisme revendicatif, selon lequel le projet d'un revenu minimum serait par nature subversif, en contradiction irréductible et globale à l'égard du rapport salarial, et en correspondance étroite avec les transformations en cours.

Pour réaliser cette démonstration, il faut évidemment faire jouer un rôle central à la thèse de la « fin du travail ». La démarche de Negri est sur ce point représentative : « *Aujourd'hui, pour reprendre ce que disent Gorz d'une part, Fitoussi, Caillé ou Rifkin de l'autre, il suffirait, pour garantir le niveau de développement et d'augmentation des rythmes d'automation et d'informatisation qui ont assuré le plein emploi, de travailler deux heures par jour* »<sup>55</sup>. Ce serait donc une « *mystification pure et simple* » de vouloir maintenir l'emploi « *de la force de travail garantie* ». On peut aussi citer Gorz, qui a décidé de raconter n'importe quoi, en l'occurrence que « *l'industrie postfordiste est le fer de lance d'une transformation en profondeur qui abolit le travail, abolit le salariat et tend à réduire à 2 % la part de la population active assurant la totalité de la production matérielle* »<sup>56</sup>.

Pour rendre crédible ces ordres de grandeur aussi fantaisistes, il faudrait établir, par exemple, que la productivité du travail s'est accélérée au cours de la période récente, ou bien que la quantité totale de travail s'amenuise à une vitesse considérable. Or, c'est le contraire que l'on observe : pour les six principaux pays capitalistes, le nombre d'heures de travail a augmenté de 18 % entre 1972 et 1996 (voir tableau 2). Il y a donc progression, et même progression plus rapide qu'entre 1960 et 1972 (0,7 % par an, au lieu de 0,4 %). En Europe, le volume de travail a reculé, mais il n'a baissé que de 17 % en un tiers de siècle et tend à se stabiliser depuis le début des années quatre-vingt.

Tableau 2. Volume de travail

	1960	1972	1996
Etats-Unis	130	158	247
Japon	107	114	123
Europe*	192	175	159
Allemagne**	56	51	43
France	41	41	37
Royaume-Uni	52	47	45
Italie	43	36	35
G6	428	447	529

Milliards d'heures de travail. Source : OCDE

\* quatre principaux pays \*\* hors ex-RDA

<sup>54</sup> respectivement : Editions sociales, tome 2, p.194 ; Editions Anthropos, tome 2, p.223 ; Pléiade, tome 2, p.307.

<sup>55</sup> Negri, *Exil* p.35.

<sup>56</sup> *Misères du présent, richesse du possible*, p.80.

On peut poursuivre cette horrible petite arithmétique sur le cas français. Deux heures par jour, c'est tout au plus 500 heures par an (50 semaines à 5 jours). En France, en 1996, on a effectué un peu plus de 37 milliards d'heures de travail (22,4 millions de personnes à 1640 heures par an selon l'OCDE). Si ce même nombre d'heures était assuré par des personnes travaillant 500 heures par an, il faudrait en employer 73 millions, ce qui excède la population française totale. En revanche, il suffirait de réduire de 1/6 la durée du travail (de 1500 à 1250 heures par an), pour augmenter de 20 % le potentiel d'emplois, soit de 4,5 millions de personnes.

Que faut-il de plus pour infirmer cette thèse ? On peut certes relativiser ces estimations, mais on est tellement loin du rétrécissement annoncé qu'aucun correctif ne permettra de rétablir un diagnostic plus conforme à une vision aujourd'hui très répandue. Une position de repli consiste à dire qu'il faut comprendre cette thèse en dynamique, que nous n'en sommes qu'au début de la fin du travail, et que ses effets demeurent encore potentiels. Mais il s'agit alors d'un tout autre discours, qui remet justement la question de la réduction du temps de travail et de ses modalités au centre du débat.

Autrement dit, nous sommes loin d'une société d'abondance où le temps de travail social se serait d'ores et déjà rétréci comme une peau de chagrin, de telle sorte qu'il serait vain de vouloir le réduire encore. On peut même partager l'idée des théoriciens du *general intellect* selon laquelle la production passe de plus en plus par la flexibilité, la formation, la requalification continue de la force de travail, la production scientifique et ses langages, et même, pourquoi pas, par « *la construction d'une communauté d'affects* ». Mais il faut bien en relativiser la portée, et comprendre que cette production indirecte de valeur est ensuite appropriée par le capital qui continue à structurer l'ensemble de la société. Considérer comme achevé le processus d'émergence d'une « intellectualité de masse » conduit à la fausse perspective d'un communisme venant spontanément occuper les béances du temps échappant au contrôle du capital. Gorz a sur ce point parfaitement raison de qualifier de « *délire théoricien* » les propositions de Lazzarato et Negri, pour qui « *le capital devient un appareil vide, de contrainte, un fantasme, un fétiche* ». Selon ces mêmes auteurs « *le processus de production de subjectivité, c'est-à-dire le processus de production tout court, se constitue hors du rapport au capital, au sein des processus constitutifs de l'intellectualité de masse, c'est-à-dire dans la subjectivisation du travail* »<sup>57</sup>.

Une telle conception débouche logiquement sur une théorisation pour le moins originale du dépassement du capitalisme. Celui-ci serait déjà devenu un « *parasite* », désormais incapable « *de maîtriser unilatéralement la structure du processus du travail, à travers la division du travail manuel et intellectuel* »<sup>58</sup>. Symétriquement, le travail « *s'est émancipé par sa capacité à devenir intellectuel, immatériel ; il s'est émancipé de la discipline d'usine* ». On ne peut s'empêcher, à lire ces lignes, de se demander comment il est possible d'ignorer à quel point le travail salarié tend au contraire à se durcir, et à être directement soumis aux exigences du capital. Mais si l'on admet ces propositions, si l'on fait du jeune intermittent la figure majoritaire du prolétariat contemporain, alors la mise en place d'un salaire garanti est le moyen le plus direct d'accélérer un « *processus révolutionnaire* » déjà engagé, que Negri observe avec ravissement : « *une des choses les plus belles aujourd'hui, c'est précisément le fait que cet espace public de liberté et de production commence à se définir, portant*

---

<sup>57</sup> Maurizio Lazzarato et Antonio Negri, *Futur antérieur* n°6, cité par André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*.

<sup>58</sup> *Exil*, p.20.

vraiment en lui la destruction de ce qui existe comme organisation du pouvoir productif, et donc comme organisation du pouvoir politique ». Devant une telle évidence, Negri n'a qu'une seule et assez jolie question : « *Et ce que je ne comprends pas, c'est comment on peut résister à cela* ». Mais c'est le capital qui, non seulement résiste, mais reprend, à sa manière, sous une forme évidemment dévoyée, l'exigence de salaire garanti : « *A une masse de pauvres, à des gens qui travaillent mais qui ne réussissent pas à s'insérer de manière constante dans le circuit du salaire, on attribue un peu d'argent afin qu'ils puissent se reproduire et qu'ils ne provoquent pas de scandale social* ». Negri voit donc bien le danger mais persiste à penser qu'une telle récupération est impossible, et il a cette formule étonnante : « *Mais le problème du salaire garanti est tout autre* »<sup>59</sup>.

A cet optimisme radical, qui postule que la version subversive du revenu garanti l'emportera en vertu de sa supériorité intrinsèque, on peut adresser une seconde objection, qui porte sur la séparabilité entre la sphère du travail salarié et celle du « hors-travail ». On rencontre ici la version en quelque sorte qualitative de la fin du travail, qui consiste à dire que ce qui se passe dans la sphère du travail salarié importe de moins en moins. Si le quantum de travail se réduit en effet à deux heures par jour, ou à quelques semaines par an, il est assez subalterne de savoir si ce travail est pénible, intense, aliéné, etc. puisque, de toute manière, la vraie vie est ailleurs.

Il y a donc une dialectique entre les deux volets de la thématique de la fin du travail : les gains de productivité réduisent en même temps le nombre d'heures de travail contraint et la significativité de cette contrainte. « *Bien entendu, le capital a gagné* », selon une autre formule à l'emporte-pièce de Negri, mais cette victoire est une victoire fantasmagique, puisque les nouveaux lieux de création de richesse sociale lui échappent. Encore une fois, cette thèse est fondamentalement en porte-à-faux avec la réalité du capitalisme contemporain qui durcit les conditions d'existence des salariés et se permet, à travers la menace du chômage, d'avoir le beurre et l'argent du beurre, autrement dit leur soumission, en même temps que leur implication<sup>60</sup>. On ne voit pas, dans ces conditions, comment les travailleurs pourraient gagner sur le terrain du salaire garanti, tout en reculant totalement sur le terrain du rapport salarial. On a envie de reprendre à son compte l'affirmation de Simone Weil, selon laquelle : « *Nul n'accepterait d'être esclave deux heures ; l'esclavage, pour être accepté, doit durer assez chaque jour pour briser quelque chose dans l'homme* »<sup>61</sup>. On ne voit surtout pas quel intérêt les travailleurs pourraient avoir à abandonner un terrain – celui du temps de travail – pour en privilégier un autre – le revenu – sur lequel il serait plus facile de marquer des points. Le discours sur la fin du travail joue ainsi un rôle dangereux de brouillage, car son effet est de déstabiliser les initiatives des salariés en déconsidérant les objectifs qu'ils se donnent : les pauvres sots rêvent encore de revenir au plein emploi alors que c'est une idée révolue, ils s'obstinent à lutter sur les salaires et le temps de travail, alors que tout cela est subalterne. Ils feraient mieux d'exiger un revenu garanti ! Il y a là un discours de désorientation, qui rejoint un certain nombre d'affirmations du patronat, et prend les organisations de salariés à contre-pied.

Les conclusions que nous voudrions, à titre provisoire, proposer ici se situent sur un double terrain. Du côté des pratiques sociales, l'expérience disponible tend à montrer que progresse la compréhension d'une stratégie prenant en quelque sorte en tenailles l'exploitation capitaliste. Puisque, pour reprendre un slogan longuement travaillé,

---

<sup>59</sup> *Exil*, p.33.

<sup>60</sup> Thomas Coutrot, *L'entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste ?*, La Découverte, 1998.

<sup>61</sup> Simone Weil, *La condition ouvrière*, citée par Pierre Naville, *De l'aliénation à la jouissance*, Editions Anthropos, 1970, p.488.

« *Dedans c'est la galère, dehors c'est la misère* », il faut combiner l'action pour l'obtention de droits immédiats et celle pour une réduction massive du temps de travail. Opposer cette dernière à la perspective du revenu minimum, c'est mettre en concurrence deux projets qui ne sont sans doute pas équivalents, mais qui ne peuvent que se renforcer l'un l'autre. La fusion de ces deux combats suppose que soient dépassées les divisions qui existent objectivement entre ceux qui ont un travail et les exclus, avec toute une gamme de situations et de trajectoires intermédiaires. La complémentarité s'articule autour de l'intérêt commun des chômeurs et des salariés à ce que la réduction du temps de travail soit pleinement créatrice d'emplois, les chômeurs parce qu'ils pourront alors être embauchés, et les salariés, parce que ces embauches proportionnelles garantissent que le travail ne sera pas intensifié. Ce processus de lutte contre le chômage est alors porteur d'une transcendance nécessaire, en tout cas possible, qui mène de la défense de l'emploi à une véritable remise en cause de la logique capitaliste de production, non pas à sa périphérie mais en son cœur. Ce qui est ainsi mis à l'ordre du jour, c'est bien le communisme défini comme la réappropriation par les travailleurs de la richesse qu'ils produisent, sous forme de temps libre.

Cela ne peut se faire sans transformer aussi le processus de travail, sans le révolutionner. Cette dialectique entre les deux versants d'une lutte radicale contre le chômage, ne fait après tout que retrouver l'une des intuitions centrales de Marx, qui se distingue clairement des utopies d'un Negri ou d'un Gorz qui ont pour trait commun d'abandonner la sphère productive au capital. Or, on ne peut se libérer, grâce au temps libre, des contraintes du travail, sans modifier par contrecoup les conditions d'exercice du travail contraint qui demeure. Lutte pour le temps libre et lutte pour le contrôle sur les conditions de travail sont donc les deux faces d'un même projet d'émancipation : « *Le temps libre – pour le loisir aussi bien que pour les activités supérieures – transformera tout naturellement celui qui en jouit en un individu différent, et c'est cet homme transformé qui se présentera ensuite dans le processus de production immédiat* »<sup>62</sup>. Un peu plus tard, Marx résumera la même idée en une formule remarquable : « *le temps de travail d'un homme disposant de temps libre est forcément de qualité plus élevée que le temps de travail de la simple bête de somme* »<sup>63</sup>.

Donc, de deux choses l'une : ou la lutte engagée pour l'emploi est vidée de son contenu et transformée en une nouvelle étape vers la flexibilité généralisée, mais on ne voit pas comment cet échec pourrait être assorti d'avancées sur le terrain des revenus. Ou alors, les combats très concrets pour une bonne réduction du temps de travail mettent en action un mouvement qui conduit logiquement à une remise en cause globale de la société capitaliste. La lutte pour le droit à l'emploi débouche alors sur un contrôle des conditions de travail et sur une convergence avec les aspirations des chômeurs autour de la question des embauches proportionnelles et de la défense des droits sociaux ; la nécessité de faire reculer la précarité pose en termes renouvelés la question des inégalités hommes-femmes autour de la mise en cause du travail à temps partiel contraint ; enfin, la nécessité de répondre aux arguments de compétitivité dessine les bases d'un nouvel internationalisme, avec un projet d'extension au niveau européen. L'alternative se refonde alors dans le mouvement engagé, ce qui évoque une autre formule fameuse de Marx et Engels : « *Le communisme n'est pour nous ni un*

---

<sup>62</sup> *Grundrisse*, tome 2, p.230.

<sup>63</sup> Karl Marx, *Histoire des doctrines économiques*, Editions Costes, tome VII, p.122. Pour une traduction plus lourde, voir *Théories sur la plus-value*, Editions sociales, tome 3, p. 301-302.



*état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel »<sup>64</sup>.*

Quant aux propositions plus théoriques avancées ici, on peut les résumer de la manière suivante. Il existe chez Marx deux niveaux de lecture des contradictions du capital. Le premier s'appuie sur la présentation classique de la baisse tendancielle du taux de profit, qui repose sur un postulat de baisse relative du salaire réel. Or, la phase dite fordiste a, jusqu'à un certain point, invalidé ce paradigme. Elle l'a en tout cas fortement relativisé, en réunissant les conditions d'une accumulation intensive, abondamment décrite depuis. Mais il existe un second niveau de crise, développé dans les *Grundrisse*, qui renvoie à la contradiction entre la loi de la valeur et le développement de la productivité sociale et apparaît comme particulièrement adapté à la réalité du capitalisme contemporain. Le capital ne refuse pas aujourd'hui de satisfaire les besoins sociaux parce qu'il faudrait augmenter les salaires, il refuse au contraire d'augmenter les salaires parce que les besoins sociaux dont ils sont porteurs ne sont pas adéquats à sa propre logique. Une telle contradiction, parce qu'elle touche à ses racines, ne peut être surmontée que par le dépassement ou par l'involution régressive d'un mode de production désormais « *étriqué* ».

---

<sup>64</sup> *L'idéologie allemande*, p.64.